

Martine Brunschwig Graf, conseillère d'Etat à Genève : "La liberté n'est pas toujours facile à assumer"

Autor(en): **Brunschwig Graf, Martine / Joz-Roland, Emmanuelle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1476

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282610>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Martine Brunshawig Graf, conseillère d'Etat à Genève

«La liberté n'est pas toujours facile à assumer»

Première femme à siéger au Grand Conseil genevois, actuelle ministre des finances et candidate aux élections fédérales pour le Conseil national, Martine Brunshawig Graf exprime sa vision des rapports sociaux de sexes. Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUELLE JOZ-ROLAND

Selon vous quelles sont les problèmes qui persistent en matière d'inégalité entre les sexes ?

A vrai dire, le problème est principalement dans les esprits. Une enquête récemment menée dans le cadre de l'enquête PISA sur les compétences des élèves de 9^e démontre que les filles sont meilleures en lecture, alors que les garçons ont plus de facilité en maths. Ainsi, les schémas se reproduisent au niveau de la formation. C'est un travail de longue haleine. Quant aux problèmes qui persisteraient au niveau salarial, il y a dorénavant des lois qui protègent l'égalité de traitement entre les sexes, il s'agit de les appliquer ! Il existe en revanche des difficultés spécifiques liées à la situation des familles monoparentales. Les femmes en sont souvent victimes: manque de moyens, manque de temps, responsabilités multiples. A cela s'ajoute, pour certaines, la nécessité de disposer d'une formation initiale solide, sans compter les difficultés, pour des femmes encore plus nombreuses, de trouver des possibilités de gardes d'enfants. La volonté d'augmenter les places et structures d'accueil pour les enfants, les démarches en matière de formation, les analyses en cours sur les horaires scolaires vont dans le bon sens, sans oublier l'assurance maternité, domaine dans lequel Genève a été précurseur. Un problème particulier mérite encore d'être souligné: celui de la violence. Trop souvent encore, les victimes de violence domestique souffrent du secret qui entourent ce genre d'affaire. Les tabous autour des questions de violences domestiques doivent être levés car c'est le silence qui constitue le principal complice de la violence.

Quelles sont les principales résistances qui empêchent l'égalité entre femmes et hommes de s'accomplir ?

Peu importe les problèmes ou les résistances, il faut surtout penser en terme d'actions à mener pour faire évoluer les mentalités. Notons cependant qu'il n'est pas toujours facile d'assumer la liberté. La libération des femmes est récente et il ne faut pas lâcher prise. Nous ne sommes plus dans un temps de lutte mais d'appropriation. Les acquis doivent devenir naturels. Les femmes doivent entretenir leurs droits en assumant leurs responsabilités. La société a fait d'importants progrès. Mais le chemin est encore long ! Néanmoins, c'est réjouissant de penser qu'aujourd'hui, cinq hommes au gouvernement de la Ville de Genève constitue un anachronisme ! Vous me permettez par ailleurs cette boutade : pourquoi le journal *l'Emilie* accepte-il de faire paraître des offres d'emploi des Universités rédigées de



Martine Brunshawig Graf: «C'est réjouissant de penser qu'aujourd'hui, cinq hommes au gouvernement de la Ville de Genève constitue un anachronisme !»

façon totalement masculine ? Des directives ont été données depuis belle lurette à l'Université de Genève, notamment, pour qu'il en aille autrement. Ce journal a, comme les autorités, le devoir d'y veiller !

Quelles sont alors les solutions envisageables pour atteindre une plus grande égalité entre les sexes ?

Pour lutter contre l'idée selon laquelle il y a des métiers féminins et d'autres masculins, rien ne vaut des livres d'école qui évitent les stéréotypes et présentent les femmes et les hommes dans des métiers encore «atypiques». Ou des initiatives comme la «journée des filles» qui permet aux parents, père ou mère, d'emmener leur fille sur leur lieu de travail. La prochaine étape sera d'en faire une journée de découverte des métiers pour tous, garçons et filles. Donner des noms de femmes ayant marqué leur temps à des lieux publics comme les écoles, est également un moyen de promouvoir l'égalité et de faire évoluer les mentalités. Il faut surtout impérativement donner l'idée aux femmes que le monde du travail leur appartient au même titre qu'aux hommes. Il faut aussi absolument qu'elles puissent bénéficier d'une première formation. L'article 41 qui permet d'obtenir un CFC en cours d'emploi gratuitement ou le CFC d'économie familiale, sont des moyens utiles et efficaces d'offrir des premières formations aux femmes et de leur donner ainsi l'occasion de s'intégrer dans le monde du travail. Il faut également continuer à sensibiliser les entreprises - les diktat ne servent à rien - aux problèmes des familles monoparentales afin qu'elles adaptent leurs horaires et mettent plus de crèches à disposition de leurs employées. Quant à la violence domestique, elle nécessite encore un effort de prévention. Les autorités politiques doivent rappeler que la violence n'est pas acceptable, que c'est une affaire publique. Les victimes doivent pouvoir trouver auprès de la police et de la justice, l'écoute et l'accompagnement nécessaires.

Enfin, je ne saurais trop encourager les femmes à s'engager en politique. Il n'y a pas de parti des femmes, Dieu merci ! Elles ne sont pas là pour défendre des idées identiques, et c'est fort heureux. Mais leur présence en politique est indispensable et permet de développer une culture, des relations et des façons de travailler et de débattre indispensables au bon fonctionnement de la démocratie. C'est la raison pour laquelle les séminaires de formation comme celui organisé par le CLAFG le 20 septembre dernier à Genève sont indispensables. Sachons nous respecter, respecter nos différences et sachons défendre ensemble l'essentiel, à savoir l'égalité des droits et des devoirs. Le chemin est long, mais nous avons toutes le devoir d'en parcourir un tronçon, chacune à notre manière !